

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2016 B 28497
Numéro SIREN : 408 685 816
Nom ou dénomination : CONNECTED WORLD SERVICES FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 11/12/2018 sous le numéro de dépôt 118144



20181181442018

DATE DEPOT : 11/12/2018

N° DE DEPOT : 118144

N° GESTION : 2016B28497

N° SIREN : 408685816

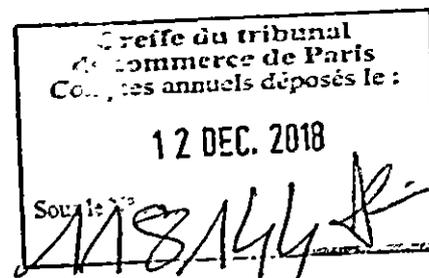
DENOMINATION : CONNECTED WORLD SERVICES FRANCE

ADRESSE : 26 rue Cambacérés 75008 Paris

MILLESIME : 2018

CONNECTED WORLD SERVICES FRANCE
Société par actions simplifiée en cours de liquidation au capital de 1 500 000 euros
Siège social : 26, rue Cambacérès, 75008 PARIS
408 685 816 RCS Paris

Décisions Collectives des Associés
Du 31 octobre 2018



Résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 avril 2018

DEUXIEME DECISION

La collectivité des associés décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 30 avril 2018 s'élevant à -3 005 406 euros intégralement au compte « Report à Nouveau ».

La collectivité des associés constate que compte tenu de ce résultat, les capitaux propres de la Société sont devenus inférieurs à la moitié du capital social. La société étant en cours de liquidation, il n'y a pas lieu à application de l'article L.225-248 du code de commerce.

Conformément à la loi, la collectivité des associés prend acte qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
Le Liquidateur
Guillaume VAN GAVER

Van Gaver

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 30/04/2018	Net 30/04/2017
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & valeurs similaires	79 678	79 678		
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 042	5 042		11 447
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	84 720	84 720		11 447
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits Intermédiaires et finis				
Marchandises	136 042	109 352	26 690	127 265
Avances et acomptes versés sur commandes				2 500
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	118 996		118 996	45 927
Autres créances	4 251 614		4 251 614	5 758 618
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	520 910		520 910	65 338
Charges constatées d'avance (3)	3 494		3 494	7 614
TOTAL ACTIF CIRCULANT	5 031 056	109 352	4 921 703	6 027 261
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	5 115 776	184 072	4 921 703	6 038 708
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)			5 042	
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

**CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL**
[Signature]

Bilan passif

	30/04/2018	30/04/2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 500 000	1 500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	150 787	150 787
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	1 481 191	1 481 191
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	22 041	22 041
Autres réserves		
Report à nouveau	-1 668 624	-857 005
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-3 005 406	-811 619
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-1 540 011	1 465 395
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	4 851 535	2 384 780
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 851 535	2 384 780
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 500	177 512
Emprunts et dettes financières diverses (3)	17	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	310 018	500 462
Dettes fiscales et sociales	62 445	93 130
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 436 199	1 417 428
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	1 810 179	2 188 532
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	4 921 703	6 058 708
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	1 810 179	2 188 532
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	1 500	177 512
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	30/04/2018	30/04/2017
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)		323 410	323 410	2 292 785
Chiffre d'affaires net		323 410	323 410	2 292 785
Charges d'exploitation (2)				
			30/04/2018	30/04/2017
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			71 300	309 508
Autres produits			869	15
Total produits d'exploitation (I)			395 579	2 602 309
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			25 168	96 235
Variations de stock			-8 777	-2 121
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			827 593	2 453 093
Impôts, taxes et versements assimilés			-111 918	230 277
Salaires et traitements			190 824	687 699
Charges sociales			25 697	-55 888
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements				2 754
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			109 352	
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			2 565 583	
Autres charges			4 022	211 245
Total charges d'exploitation (II)			3 627 545	3 623 487
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-3 231 966	-1 021 188
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				19 793
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				975
Différences positives de change				1 313
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)				22 081
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			6	
Différences négatives de change				11 726
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			8	11 726
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-8	10 355
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II-III-IV+V-VI)			-3 231 974	-1 010 833

Compte de résultat (suite)

	30/04/2018	30/04/2017
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		109 095
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	227 528	127 733
Total produits exceptionnels (VII)	227 528	236 828
Sur opérations de gestion	960	5 611
Sur opérations en capital		32 002
Total charges exceptionnelles (VIII)	960	37 614
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	226 568	199 214
Total des produits (I+II+V+VII)	623 108	2 861 218
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	3 628 513	3 672 837
BÉNÉFICE OU PERTE	-3 005 405	-811 619
(3) Dont produits concernant les entrées liées		19 793
(4) Dont intérêts concernant les entrées liées	8	

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS CONNECTED WORLD SERVICES FRANCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/04/2018, dont le total est de 4 921 703 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 3 005 406 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/05/2017 au 30/04/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30/04/2018 par le liquidateur de la société, nommé par l'assemblée générale du 24 août 2018.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/04/2018 ont été établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), du règlement ANC N° 2016-07 du 26/12/2016 et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Changement de méthodes comptables :

Les comptes ont été établis en valeur liquidative suite à la nomination du liquidateur au 24/08/2018.

Par conséquent le montant de la provision comptabilisée pour 460 000 € dans les comptes au 30/04/2018 comprend les coûts futurs du 1er mai 2018 au 31 décembre 2019, date estimée de finalisation du processus de liquidation.

Le soutien financier a été confirmé par une lettre de soutien du 26/10/2018 et provenant de la maison mère ultime Dixons Carphone PLC jusqu'à la liquidation définitive de la société.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprends le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Des provisions sont constituées conformément au règlement CRC 2000-06, lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'il devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêt des comptes.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

La société n'a pas constaté de CICE au titre de l'exercice clos au 30/04/2018.

Toutefois, elle a sollicité le remboursement du crédit d'impôt né au titre de 2013, soit 834.216€

Le remboursement a eu lieu le 02/11/2017.

Faits caractéristiques

Contôle fiscal

Le vérification de l'administration fiscale a été reçue par avis en date du 11 juillet 2012. La vérification portait sur l'ensemble des déclarations fiscales ou opérations susceptibles d'être examinées portant sur la période du 1 avril 2008 au 31 mai 2012, y compris la déclaration de taxe professionnelle souscrite en 2009 servant à la Cotisation Foncière des Entreprises 2010, sauf en matière d'impôt sur les sociétés du 1 avril 2008 au 31 mars 2011.

En date du 19 décembre 2013, la société a reçu une proposition de rectification de la DVNI portant sur 7 043K€. La société y a apporté une réponse le 17 février 2014 apportant des éléments d'information supplémentaires et indiquant un désaccord avec la totalité du redressement proposé par le vérificateur. La société a comptabilisé une provision pour risques de 1 952K€ au 31 mars 2014.

Après un rendez-vous avec l'Inspecteur Principal et l'Interlocuteur Départemental (en septembre et octobre 2014) aux fins de défendre les positions de la société, l'administration fiscale a confirmé sa position et a mis en recouvrement, le 25 mars 2015, l'intégralité de la proposition de rectification notifiée le 19 décembre 2013. Le service des impôts de Suresnes a notifié la société, le 16 avril 2015, d'une compensation entre le montant du redressement et le crédit de TVA demandé en remboursement en mai 2014 pour 5 300K€.

Dans les comptes au 30 avril 2015, une charge exceptionnelle de 5 300 K€ a été constatée suite à la compensation entre le montant du redressement et le montant de la demande de remboursement de crédit de TVA. En parallèle, la provision de 1 952 K€ constituée au 31 mars 2014 a été repse sur l'exercice 2014/2015 à hauteur de 208 K€ pour laisser un solde de 1 744 K€. Ainsi, la charge relative au montant total du redressement (7 044K€) a été constatée à la fin de l'exercice 2014/2015.

Suite à la réception d'une mise en demeure du 31 mars 2016 pour le paiement de la somme de 7 043K€, Connected World Services France a exercé une réclamation contentieuse, contestant ainsi la totalité du redressement opéré par l'administration fiscale. Par la suite, Connected World Services France s'est rétractée concernant cette réclamation contentieuse.

La société a sollicité une remise gracieuse des pénalités relatives à ce contrôle fiscal le 25 juillet 2016. Ce courrier de demande a été rejeté par l'administration fiscale. Une seconde demande a été effectuée dont l'administration a accusé réception le 17 mai 2017. A la clôture de l'exercice, l'examen de cette requête est toujours en cours et la provision de 1 744 K€ demeure inchangée et n'a pas fait l'objet de paiement à la date d'arrêté des comptes.

En date du 17 Février 2017, la société a sollicité l'intervention du médiateur des finances publiques pour statuer sur la remise des pénalités encourues. La société a reç un coumier de l'administration fiscale datant du 31 Juillet 2018 indiquant que la réclamation contentieuse a été rejetée.

Le médiateur de la République s'est retiré à la suite de la réception du courrier datant du 4 octobre 2018.

Litiges sociaux

195 ex salariés ont formé une action auprès du tribunal des Prud'hommes sur les motifs suivants :

- Validité du transfert art L 1224-1 du code du travail pour les salariés transférés chez The New Kase,
- Validité du PSE pour certains salariés ayant bénéficié du PSE.

La société pense que les arguments dont elle peut se prévaloir pour contrer ces allégations sont solides, et qu'il est dans ses intentions de vigoureusement se défendre.

L'avancée de ces procédures a conduit la société à réestimer durant l'exercice le risque portant sur les procédures formulées à l'encontre de la validité du PSE. Une provision d'un montant de 2 100k€ a été constatée à la clôture de l'exercice à cet effet.

Contrôle Urssaf

La société a subi durant l'exercice 2015/2016 un contrôle Urssaf portant sur les exercices 2012, 2013 et 2014. L'examen de la société a conduit à une rectification d'un montant 520K€, majorée de 80K€ de pénalités.

Le montant principal de 520K€ n'a pas été contesté et a fait l'objet d'un paiement sur l'exercice 2015/2016.

Toutefois, une demande de remise gracieuse pour le montant des pénalités a été transmise à l'URSSAF le 4 décembre 2015. Ces pénalités n'ont pas fait l'objet d'une provision dans les comptes de la société, l'URSSAF n'ayant pas encore fait part

Faits caractéristiques

de sa décision finale à la date d'arrêté des comptes.

Notes sur le bilan**Actif immobilisé****Tableau des Immobilisations**

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	79 678			79 678
Immobilisations incorporelles	79 678			79 678
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage Industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	16 489		11 448	5 042
Immobilisations financières	16 489		11 448	5 042
ACTIF IMMOBILISE	96 167		11 448	84 720

Immobilisations incorporelles**Concessions, Brevets et droits similaires**

Le poste comprend l'acquisition ou le développement de logiciels. La méthode et la durée d'amortissement est linéaire sur une durée comprise entre 1 et 3 ans.

Le poste est totalement amorti au 30 Avril 2018.

Notes sur le bilan**Immobilisations financières**

Les immobilisations financières correspondent aux dépôts de garantie des magasins en location.

Compte tenu de certains délais observés sur le remboursement de dépôts de garantie, une provision pour un montant de 5KE a été constituée.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	31 202			31 201
Immobilisations incorporelles	31 202			31 201
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage Industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles				
ACTIF IMMOBILISE	31 202			31 201

Notes sur le bilan**Actif circulant****Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 4 379 145 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	5 042	5 042	
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	118 996	118 996	
Autres	4 251 614	4 251 614	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	3 494	3 494	
Total	4 379 145	4 379 145	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Dépréciation des actifs**Dépréciation des stocks**

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
Dépréciation stock de marchandises	109 352
TOTAL	109 352

Notes sur le bilan**Capitaux propres****Composition du capital social**

Capital social d'un montant de 1 500 000,00 euros décomposé en 100 000 titres d'une valeur nominale de 15,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	100 000	15,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	100 000	15,00

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 14/06/2017.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-857 005
Résultat de l'exercice précédent	-811 819
Total des origines	-1 668 824
Report à Nouveau	-1 668 824
Total des affectations	-1 668 824

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/05/2017	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 30/04/2018
Capital	1 500 000				1 500 000
Primes d'émission	150 787				150 787
Réserve légale	1 481 191				1 481 191
Réserves réglementées	22 041				22 041
Report à Nouveau	-857 005	-811 619	-811 619		-1 668 624
Résultat de l'exercice	-811 619	811 619	-3 005 406	-811 619	-3 005 406
Total Capitaux Propres	1 465 395	-	-3 817 025	-811 619	-1 540 011

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Liéges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des Immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	2 384 780	2 565 583	298 628		4 651 535
Total	2 384 780	2 565 583	298 628		4 651 535
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		2 565 583	71 300		
Financières			227 528		
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Risques provisionnés d'un montant Individuellement significatif

Contrôle fiscale	1 743 823		
Litige Prud'homaux	2 351 001		

Des provisions sont constituées conformément au règlement CRC 2000-06, lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'il devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêt des comptes.

Une provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles d'un montant de 48k€ est constatée dans les comptes.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 810 179 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	1 500	1 500		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	310 018	310 018		
Dettes fiscales et sociales	62 445	62 445		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	1 436 217	1 436 217		
Produits constatés d'avance				
Total	1 810 179	1 810 179		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés	17			

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs FNP frais généraux	189 271
Associés - Intérêts courus Deposit	17
Dettes provis. pr congés à payer	10 715
Provision bonus à payer	25 000
Charges sociales sur congés à payer	1 724
Charges sociales sur prov bonus	4 000
Cvae à payer	261
Fpc - fonctif à payer	53
Total	231 801

Notes sur le bilan**Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Frais de domiciliation siège social	808		
Frais de postage	1 292		
Nom de domaine web	49		
Web et digital	1 345		
Total	3 494		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services		323 410	323 410
Ventes de marchandises			
Produits des activités annexes			
TOTAL		323 410	323 410

Le chiffre d'affaire est composé par :

- Cost plus accompagné d'un markup de 5% : 321 K€

Le chiffre d'affaires est net des rabais, remises, ristournes.

Le chiffre d'affaires est reconnu à la réalisation des prestations de services.

Charges et produits d'exploitation et financiers

Parties liées

Il n'existe pas de transactions d'importance significative conclues avec les parties liées et susceptibles d'entrer dans le champ de l'article R123-198 du code de commerce.

Liste des transactions significatives

Transactions effectuées avec des parties liées qui ne sont pas conclues aux conditions normales de marché.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	120	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	840	
Provisions pour risques et charges		227 528
TOTAL	960	227 528

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfiques

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 33 1/3 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 4 177 637 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfiques.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	
C. Défis reportables	12 812 911
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	4 177 637
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28 % à hauteur de 500 000 € et 33 1/3 % au-delà	

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 1 personne.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	1	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
Total	1	

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : DIXONS CARPHONE PLC

Forme :

Adresse : 1 portal Way

LONDON W3 6RS UNITED KINGDOM

Les comptes de la société sont consolidés auprès de la société mère du groupe ci-dessous nommée dans le respect de la 7^{ème} directive, certifiés, publiés et traduits en français.

CONNECTED WORLD SERVICES FRANCE

Société par actions simplifiée

26, rue Cambacérès

75008 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 avril 2018

Deloitte.

Deloitte & Associés
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
France
Téléphone : + 33 (0) 1 40 88 28 00
www.deloitte.fr

Adresse postale :
TSA 20303
92030 La Défense Cedex

CONNECTED WORLD SERVICES FRANCE

Société par actions simplifiée

26, rue Cambacérès

75008 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 avril 2018

Aux associés de la société CONNECTED WORLD SERVICES FRANCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CONNECTED WORLD SERVICES FRANCE relatifs à l'exercice clos le 30 avril 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Société anonyme au capital de 1 723 040 €
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles
572 028 041 RCS Nanterre
TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er mai 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans la note "Règles générales" de la partie "Règles et méthodes comptables" de l'annexe, qui expose d'une part la décision de cessation d'activité prise postérieurement à la clôture qui a conduit à présenter les comptes en valeurs liquidatives (changement de méthode comptable), et d'autre part le soutien financier apportée par la maison mère jusqu'à la liquidation définitive de la société.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Comme mentionné ci-dessus, la note "Règles générales" de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'évaluation et de la présentation des comptes en valeurs liquidatives.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié les hypothèses retenues pour l'évaluation et la présentation des comptes en valeurs liquidatives.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du liquidateur et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le liquidateur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Deloitte.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les Informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 26 octobre 2018

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Mark BATHGATE



RSM PARIS
26, rue Cambacérés
75008 PARIS
FRANCE
www.rsmfrance.fr



Comptes annuels

Période du 01/05/2017 au 30/04/2018

SAS CONNECTED WORLD SERVICES FRANCE

26 rue Cambaceres
75008 Paris
SIRET 40868581603695

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes au capital de 17.390 000 € inscrite au bureau de l'Ordre de la région Paris Ile-de-France et membre de la compagnie régionale de Paris.RCS Paris 792 111 783.

RSM Paris est membre du réseau RSM et exerce ses activités sous le nom RSM. RSM est le nom commercial utilisé par les membres du réseau RSM.

Chaque membre du réseau RSM est un cabinet indépendant d'audit, expertise comptable et conseil qui exerce en son nom.

Le réseau RSM n'est pas une entité juridique à part entière.

Sommaire

1. Comptes annuels	
Bilan actif	2
Bilan passif	3
Compte de résultat	4
Compte de résultat (suite)	5
2. Annexe	
Règles et méthodes comptables	7
Faits caractéristiques	9
Notes sur le bilan	11
Notes sur le compte de résultat	19
Autres informations	21

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 30/04/2018	Net 30/04/2017
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & valeurs similaires	79 678	79 678		
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 042	5 042		11 447
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	84 720	84 720		11 447
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	136 042	109 352	26 690	127 265
Avances et acomptes versés sur commandes				2 500
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	118 998		118 998	45 927
Autres créances	4 251 614		4 251 614	5 758 618
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	520 910		520 910	85 338
Charges constatées d'avance (3)	3 494		3 494	7 614
TOTAL ACTIF CIRCULANT	5 031 056	109 352	4 921 703	6 027 261
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	5 115 776	194 072	4 921 703	6 038 708
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)			5 042	
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	30/04/2018	30/04/2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 500 000	1 500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	150 787	150 787
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	1 481 191	1 461 191
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	22 041	22 041
Autres réserves		
Report à nouveau	-1 668 624	-857 005
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-3 005 406	-811 619
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-1 540 011	1 465 395
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	4 651 535	2 384 780
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 651 535	2 384 780
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 500	177 512
Emprunts et dettes financières diverses (3)	17	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	310 018	500 482
Dettes fiscales et sociales	62 445	93 130
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 436 199	1 417 428
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	1 810 179	2 188 532
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	4 921 703	6 038 708
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	1 810 179	2 188 532
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	1 500	177 512
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	30/04/2018	30/04/2017
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)		323 410	323 410	2 292 785
Chiffre d'affaires net		323 410	323 410	2 292 785
Charges d'exploitation (2)				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			71 300	309 508
Autres produits			869	15
Total produits d'exploitation (I)			395 579	2 602 309
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			25 168	96 235
Variations de stock			-8 777	-2 121
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			827 593	2 453 093
Impôts, taxes et versements assimilés			-111 916	230 277
Salaires et traitements			190 824	687 699
Charges sociales			25 697	-55 686
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements				2 754
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			109 352	
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			2 565 583	
Autres charges			4 022	211 245
Total charges d'exploitation (II)			3 627 545	3 623 497
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-3 231 966	-1 021 188
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				19 793
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				975
Différences positives de change				1 313
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)				22 081
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			8	
Différences négatives de change				11 726
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			8	11 726
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-8	10 355
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			-3 231 974	-1 010 833

Compte de résultat (suite)

	30/04/2018	30/04/2017
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		109 095
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	227 528	127 733
Total produits exceptionnels (VII)	227 528	236 828
Sur opérations de gestion	960	5 611
Sur opérations en capital		32 002
Total charges exceptionnelles (VIII)	960	37 614
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	226 568	199 214
Total des produits (I+III+V+VII)	823 108	2 881 216
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	3 628 513	3 672 837
BENEFICE OU PERTE	-3 005 406	-811 619
(3) Dont produits concernant les entités liées		19 793
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	8	

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS CONNECTED WORLD SERVICES FRANCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/04/2018, dont le total est de 4 921 703 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 3 005 406 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/05/2017 au 30/04/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30/04/2018 par le liquidateur de la société, nommé par l'assemblée générale du 24 août 2018.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/04/2018 ont été établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), du règlement ANC N° 2016-07 du 26/12/2016 et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Changement de méthodes comptables :

Les comptes ont été établis en valeur liquidative suite à la nomination du liquidateur au 24/08/2018.

Par conséquent le montant de la provision comptabilisée pour 460 000 € dans les comptes au 30/04/2018 comprend les coûts futurs du 1er mai 2018 au 31 décembre 2019, date estimée de finalisation du processus de liquidation.

Le soutien financier a été confirmé par une lettre de soutien du 26/10/2018 et provenant de la maison mère ultime Dixons Carphone PLC jusqu'à la liquidation définitive de la société.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprends le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Des provisions sont constituées conformément au règlement CRC 2000-06, lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'il devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêt des comptes.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

La société n'a pas constaté de CICE au titre de l'exercice clos au 30/04/2018.

Toutefois, elle a sollicité le remboursement du crédit d'impôt né au titre de 2013, soit 834.216€

Le remboursement a eu lieu le 02/11/2017.

Faits caractéristiques

Contôle fiscal

La vérification de l'administration fiscale a été reçue par avis en date du 11 juillet 2012. La vérification portait sur l'ensemble des déclarations fiscales ou opérations susceptibles d'être examinées portant sur la période du 1 avril 2008 au 31 mai 2012, y compris la déclaration de taxe professionnelle souscrite en 2009 servant à la Cotisation Foncière des Entreprises 2010, sauf en matière d'impôt sur les sociétés du 1 avril 2008 au 31 mars 2011.

En date du 19 décembre 2013, la société a reçu une proposition de rectification de la DVNI portant sur 7 043K€. La société y a apporté une réponse le 17 février 2014 apportant des éléments d'information supplémentaires et indiquant un désaccord avec la totalité du redressement proposé par le vérificateur. La société a comptabilisé une provision pour risques de 1 952K€ au 31 mars 2014.

Après un rendez-vous avec l'Inspecteur Principal et l'Interlocuteur Départemental (en septembre et octobre 2014) aux fins de défendre les positions de la société, l'administration fiscale a confirmé sa position et a mis en recouvrement, le 25 mars 2015, l'intégralité de la proposition de rectification notifiée le 19 décembre 2013. Le service des impôts de Suresnes a notifié la société, le 16 avril 2015, d'une compensation entre le montant du redressement et le crédit de TVA demandé en remboursement en mai 2014 pour 5 300K€.

Dans les comptes au 30 avril 2015, une charge exceptionnelle de 5 300 K€ a été constatée suite à la compensation entre le montant du redressement et le montant de la demande de remboursement de crédit de TVA. En parallèle, la provision de 1 952 K€ constituée au 31 mars 2014 a été reprise sur l'exercice 2014/2015 à hauteur de 208 K€ pour laisser un solde de 1 744 K€. Ainsi, la charge relative au montant total du redressement (7 044K€) a été constatée à la fin de l'exercice 2014/2015.

Suite à la réception d'une mise en demeure du 31 mars 2016 pour le paiement de la somme de 7 043K€, Connected World Services France a exercé une réclamation contentieuse, contestant ainsi la totalité du redressement opéré par l'administration fiscale. Par la suite, Connected World Services France s'est rétractée concernant cette réclamation contentieuse.

La société a sollicité une remise gracieuse des pénalités relatives à ce contrôle fiscal le 25 juillet 2016. Ce courrier de demande a été rejeté par l'administration fiscale. Une seconde demande a été effectuée dont l'administration a accusé réception le 17 mai 2017. A la clôture de l'exercice, l'examen de cette requête est toujours en cours et la provision de 1 744 K€ demeure inchangée et n'a pas fait l'objet de paiement à la date d'arrêté des comptes.

En date du 17 Février 2017, la société a sollicité l'intervention du médiateur des finances publiques pour statuer sur la remise des pénalités encourues. La société a reçu un courrier de l'administration fiscale datant du 31 Juillet 2018 indiquant que la réclamation contentieuse a été rejetée.

Le médiateur de la République s'est retiré à la suite de la réception du courrier datant du 4 octobre 2018.

Litiges sociaux

195 ex salariés ont formé une action auprès du tribunal des Prud'hommes sur les motifs suivants :

- Validité du transfert art L 1224-1 du code du travail pour les salariés transférés chez The New Kase,
- Validité du PSE pour certains salariés ayant bénéficié du PSE.

La société pense que les arguments dont elle peut se prévaloir pour contrer ces allégations sont solides, et qu'il est dans ses intentions de vigoureusement se défendre.

L'avancée de ces procédures a conduit la société à réestimer durant l'exercice le risque portant sur les procédures formulées à l'encontre de la validité du PSE. Une provision d'un montant de 2 100k€ a été constatée à la clôture de l'exercice à cet effet.

Contrôle Urssaf

La société a subi durant l'exercice 2015/2016 un contrôle Urssaf portant sur les exercices 2012, 2013 et 2014. L'examen de la société a conduit à une rectification d'un montant 520K€, majorée de 80K€ de pénalités.

Le montant principal de 520K€ n'a pas été contesté et a fait l'objet d'un paiement sur l'exercice 2015/2016.

Toutefois, une demande de remise gracieuse pour le montant des pénalités a été transmise à l'URSSAF le 4 décembre 2015.

Ces pénalités n'ont pas fait l'objet d'une provision dans les comptes de la société, l'URSSAF n'ayant pas encore fait part

Faits caractéristiques

de sa décision finale à la date d'arrêté des comptes.

Notes sur le bilan**Actif immobilisé****Tableau des Immobilisations**

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	79 678			79 678
Immobilisations incorporelles	79 678			79 678
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	16 489		11 448	5 042
Immobilisations financières	16 489		11 448	5 042
ACTIF IMMOBILISE	96 167		11 448	84 720

Immobilisations incorporelles**Concessions, Brevets et droits similaires**

Le poste comprend l'acquisition ou le développement de logiciels. La méthode et la durée d'amortissement est linéaire sur une durée comprise entre 1 et 3 ans.

Le poste est totalement amorti au 30 Avril 2018.

Notes sur le bilan**Immobilisations financières**

Les immobilisations financières correspondent aux dépôts de garantie des magasins en location.

Compte tenu de certains délais observés sur le remboursement de dépôts de garantie, une provision pour un montant de 5K€ a été constituée.

Amortissements des Immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	31 202			31 201
Immobilisations incorporelles	31 202			31 201
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles				
ACTIF IMMOBILISE	31 202			31 201

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 4 379 145 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	5 042	5 042	
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	118 996	118 996	
Autres	4 251 614	4 251 614	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	3 494	3 494	
Total	4 379 145	4 379 145	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Dépréciation des actifs

Dépréciation des stocks

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
Dépréciation stock de marchandises	109 352
TOTAL	109 352

Notes sur le bilan**Capitaux propres****Composition du capital social**

Capital social d'un montant de 1 500 000,00 euros décomposé en 100 000 titres d'une valeur nominale de 15,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	100 000	15,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	100 000	15,00

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 14/06/2017.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-857 005
Résultat de l'exercice précédent	-811 819
Total des origines	-1 668 624
Report à Nouveau	-1 668 624
Total des affectations	-1 668 624

Notes sur le bilan**Tableau de variation des capitaux propres**

	Solde au 01/05/2017	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 30/04/2018
Capital	1 500 000				1 500 000
Primes d'émission	150 787				150 787
Réserve légale	1 481 191				1 481 191
Réserves réglementées	22 041				22 041
Report à Nouveau	-857 005	-811 819	-811 819		-1 668 824
Résultat de l'exercice	-811 818	811 819	-3 005 406	-811 819	-3 005 406
Total Capitaux Propres	1 465 395		-3 817 025	-811 619	-1 540 011

Provisions**Tableau des provisions**

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	2 384 780	2 565 583	298 828		4 651 535
Total	2 384 780	2 565 583	298 828		4 651 535
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		2 565 583	71 300		
Financières					
Exceptionnelles			227 528		

Notes sur le bilan**Risques provisionnés d'un montant individuellement significatif**

Nature	Montant	Echéance	Commentaire
Contrôle fiscale	1 743 823		
Litige Prud'homaux	2 351 001		

Des provisions sont constituées conformément au règlement CRC 2000-06, lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'il devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêt des comptes.

Une provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles d'un montant de 48k€ est constatée dans les comptes.

Notes sur le bilan**Dettes****Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 810 179 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	1 500	1 500		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	310 018	310 018		
Dettes fiscales et sociales	62 445	62 445		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	1 436 217	1 436 217		
Produits constatés d'avance				
Total	1 810 179	1 810 179		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés	17			

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs FNP frais généraux	189 271
Associés - Intérêts courus Deposit	17
Dettes provis. pr congés à payer	10 715
Provision bonus à payer	25 000
Charges sociales sur congés à payer	1 724
Charges sociales sur prov bonus	4 000
Cvae à payer	281
Fpc - fongecif à payer	53
Total	231 041

Notes sur le bilan**Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Frais de domiciliation siège social	808		
Frais de postage	1 292		
Nom de domaine web	49		
Web et digital	1 345		
Total	3 494		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services		323 410	323 410
Ventes de marchandises			
Produits des activités annexes			
TOTAL		323 410	323 410

Le chiffre d'affaire est composé par :

- Cost plus accompagné d'un markup de 5% : 321 KE

Le chiffre d'affaires est net des rabais, remises, ristournes.

Le chiffre d'affaires est reconnu à la réalisation des prestations de services.

Charges et produits d'exploitation et financiers

Parties liées

Il n'existe pas de transactions d'importance significative conclues avec les parties liées et susceptibles d'entrer dans le champ de l'article R123-198 du code de commerce.

Liste des transactions significatives

Transactions effectuées avec des parties liées qui ne sont pas conclues aux conditions normales de marché.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	120	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	840	
Provisions pour risques et charges		227 528
TOTAL	960	227 528

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 33 1/3 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 4 177 637 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	
C. Déficit reportables	12 612 911
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	4 177 637
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28 % à hauteur de 500 000 € et 33 1/3 % au-delà	

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 1 personne.

	Personnel salaré	Personnel mis à disposition
Cadres	1	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
Total	1	

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : DIXONS CARPHONE PLC

Forme :

Adresse : 1 portal Way

LONDON W3 6RS UNITED KINGDOM

Les comptes de la société sont consolidés auprès de la société mère du groupe ci dessous nommée dans le respect de la 7ème directive, certifiés, publiés et traduits en français.